

Structures culturelles de l'État

Par Hacène-Lhadj
Abderrahmane*

Le secteur de la culture dans notre pays n'a jamais bénéficié d'une politique cohérente de développement. La place qui lui a été réservée dans les différents plans nationaux laisse croire qu'il a toujours été perçu comme une activité secondaire, voire parasitaire. Au plan structurel, il a souvent été un appendice d'une autre activité ministérielle considérée, à tort ou à raison, par les responsables comme prioritaire. Ainsi de 1970 à 1981, il fut un pendant du ministère de l'Information. Or, nous savons que l'information avait mobilisé en priorité tous les moyens humains, techniques et financiers. En 1984, c'est au tour du tourisme de prendre en charge accessoirement la culture. Il est vrai que dans la dénomination de ce nouveau ministère, la particule culture occupait la première place. Cependant, dans la pratique, c'est le tourisme qui accaparait l'intérêt des responsables. Pour preuve, il y a eu plus de mesures fiscales et financières d'encouragement à son bénéfice qu'au bénéfice de la culture. Pis encore, le livre perd sa subvention.

Si nous comparons les efforts accomplis pour le développement du sport et du tourisme depuis 1962 à ce jour, aussi bien dans la réalisation d'infrastructures que dans la formation, nous ne pouvons que déplorer la négligence, voire même le mépris avec lequel la culture continue d'être traitée 49 ans après l'indépendance. Certes, le secteur de la culture a bénéficié ces dernières années de dotations budgétaires appréciables, mais au plan des investissements durables, il demeure à la traîne d'autres domaines. En effet, aucune salle de cinéma n'a été réalisée en dehors de celles de Riadh El-Feth ou celles intégrées dans les structures des maisons de la culture. Par ailleurs, aucun théâtre, aucun blockhaus de conservation de films, aucun laboratoire de traitement de pellicules ni studios de tournage n'ont été construits.

Faut-il imputer ce traitement à ceux qui, par ignorance, considèrent la culture non pas comme un phénomène de société omniprésent dans toutes les sphères de notre vie sociale, mais plutôt comme un produit luxueux de l'esprit et à ce titre différent, sans dommage estiment-ils, sa prise en charge effective ? Ou bien, serait-ce là les conséquences de quelques considérations d'ordre politique ? En effet, la culture pouvait-elle, dans un passé récent, bénéficier de toute l'attention nécessaire alors que son corollaire la liberté d'expression n'était pas encore ancrée dans



Photo : Samir Sid

les mœurs politiques de nos gouvernants ? Était-il possible d'espérer avant Octobre 1988 la levée des tabous par ceux-là mêmes qui ne pouvaient concevoir l'unité nationale en dehors d'une certaine uniformisation de notre mode de pensée et de notre univers socioculturel, poussant ainsi notre peuple sur la voie d'une amnésie générale ? Cette vision nihiliste avait débouché alors sur l'étouffement des langues et des cultures populaires. Limitées sur le plan politique, elles le seront aussi sur le plan de leur diffusion. Pour rappel, durant les années 1990, la Chaîne II ne disposait que d'émetteur d'une puissance globale de 105 kW, dont la portée ne dépassait guère un rayon de 50 km, alors que celui de la Chaîne I était d'une puissance de 6 615 kW et couvrait tout le territoire national. TV IV n'existait pas encore, le premier long-métrage en langue amazighe n'a vu le jour qu'en 1994. Toutefois, ce déni identitaire et l'entorse faite à l'histoire de notre pays ont été depuis revus dans la Constitution. En 2002, la langue amazighe fut consacrée langue nationale.

Alors que de tout temps, les cultures ont donné lieu à des processus complexes d'interpénétration et d'influences réciproques dans le monde, au niveau national les pouvoirs politiques avant 1988 ont réussi l'in vraisemblable prouesse d'élever des frontières artificielles entre nos propres cultures et cela au moment même où les moyens techniques de diffusion nous permettaient, plus que jamais, de nous associer aux acquisitions culturelles de l'humanité tout entière.

L'échec de la politique culturelle en Algérie est d'autre part imputable au choix des hommes installés dans les différentes sphères de décision. Au moment où les intellectuels algériens consacraient leur vie à

défendre d'une manière constante, sans compromission, des valeurs impérissables, des charlatans, des opportunistes s'appliquaient à ériger l'incompétence en système, presque en valeur. Ces responsables sans formation adéquate, ni dimension intellectuelle nécessaire pour comprendre la spécificité, la portée et les enjeux du secteur, réagissaient devant la complexité des problèmes en simples gestionnaires, gouvernant par des réflexes mécanistes et bureaucratiques. De la sorte, la culture n'était plus un moyen mis au service de la connaissance, mais une activité promue au rang d'un simple divertissement. Ces «apparatchiks» bien confortés par le pouvoir que leur conférait leur poste, empêchaient systématiquement l'émergence de l'élite algérienne, car à l'instar de la meilleure fraction des intellectuels et des artistes dans le monde, nos créateurs se rangent, eux aussi, du côté de la vérité, de la justice, de l'émancipation de l'homme. Par leurs œuvres, ils incitaient notre société à réfléchir sur elle-même, sur les événements de la vie, à prendre conscience de sa force génératrice de changements. Mais devant l'alternative de laisser s'exprimer librement ces hommes capables de faire avancer les idées dans notre pays ou de les sacrifier sur l'autel du conformisme politique, le choix n'a souffert d'aucune hésitation. Heureusement que ces ronds-de-cuir n'ont ni la faculté ni le pouvoir de gérer les esprits et que le talent ne peut être le produit d'une quelconque administration, fût-elle la mieux organisée. En 1987, on a même poussé l'aberration jusqu'à instituer un horrible visa d'édition, qui n'était rien d'autre qu'un visa de censure, bafouant de la sorte plusieurs dispositions de la Constitution de 1976. Mais grâce au tollé général soulevé par les intellectuels et les édi-



Mohamed-Seddik Benyahia.

teurs à l'époque, ce visa sera abrogé un an plus tard, sans avoir connu un début d'exécution. Sans vouloir alimenter la polémique qu'a suscitée l'article 5 de l'avant-projet de la loi relative à la cinématographie, il nous paraît que les rédacteurs de ce document auraient dû faire l'économie de cette disposition qui a un caractère plutôt restrictif, pour la simple raison que le ministère de la Culture est doté d'une commission de lecture chargée d'établir la liste des scénarios pouvant bénéficier d'une «aide» financière dans le cadre du FDATIC. Aussi le but de l'article 5 étant de préserver l'histoire de notre guerre de Libération nationale contre d'éventuelles falsifications, la désignation d'un représentant du ministère des Moudjahidine, pour siéger dans ladite commission, s'avérerait amplement suffisante. Certes, la liberté de création ne saurait être absolue. Par conséquent, des garde-fous doivent être érigés afin que ce principe soit préservé d'éventuels dérapages et demeure pour notre cinéma une source de lumière, d'amour, de tolérance et de respect d'autrui.

La culture nationale a bien connu quelques rares moments d'attention grâce à des hommes qui ont compris que ce secteur ne devait pas rester à la traîne du rythme de développement que vivait le pays. C'est le cas durant le plan triennal

1968/1970, où des responsables ont œuvré pour la reconstitution du patrimoine culturel national : ils ont jeté les premières bases d'une démarche cohérente pour l'essor de ce secteur le dotant, pour ce faire, de moyens financiers, matériels et surtout d'établissements de formation. En parlant de cette période, notre pensée va au regretté Mohamed-Seddik Benyahia, ex-ministre de l'Information, et à ses précieux collaborateurs : MM. Mahieddine Moussaoui, Malek Haddad, Lamine Bechichi, Mustapha Toumi, pour ne citer que ceux-là. Ce sont ces hommes qui ont été à l'origine de l'organisation et du succès du Premier festival panafricain de 1969, où durant dix jours l'Afrique tout entière était en Algérie pour participer au grand rendez-vous des arts et des lettres. Comment expliquer la mise à l'écart de nos intellectuels et de nos artistes des postes de réflexion et de commande alors qu'ils auraient pu donner à ce secteur sa vraie dimension et lui impulser une véritable dynamique au lieu de la confiner dans le «folklorisme» et l'agitation culturelle ?

Peut-on aujourd'hui combler le retard cumulé durant des décennies si l'on persiste à confier certaines structures spécifiques de la culture telles que les théâtres, le cinéma, les maisons de la culture, les directions de la culture, les établissements de formation, à une clique d'individus qui n'ont aucun lien, ni de près ni de loin, avec ces domaines ? Il arrive même que des personnes ne répondant guère aux conditions d'accès requises et d'un niveau scolaire dérisoire soient complaisamment installées à ces postes de responsabilité. Il faut cesser de transformer ces lieux de rayonnement culturel et de savoir en offices de bienfaisance. Il est temps que l'on accepte l'évidence que l'on ne gère pas les structures culturelles comme on gèrerait le kiosque du coin. Ce domaine, considéré à juste titre comme le meilleur ambassadeur d'un pays, capable d'œuvrer efficacement au rapprochement des peuples, mieux que ne le ferait toute autre action politique, ne peut être pris en charge que par ceux qui ont les capacités de distinguer entre l'art et l'artifice. Il est temps aussi que cesse la confusion que l'on entretient volontiers entre intellectuels et universitaires, entre instruction et culture. Face à cette réalité peu stimulante dans le domaine de la création, à laquelle il faut rajouter des entraves de tout ordre, notre paysage culturel n'est parsemé que de rares productions artistiques, souvent fruits d'une volonté tenace de nos créateurs, affrontant un système de production dissuasif.